

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les grands dossiers de politique étrangère, notamment la lutte contre le terrorisme, la question du nucléaire iranien, la construction européenne, la régulation du capitalisme et les grands thèmes du prochain sommet du G20, à Paris le 25 août 2010.

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et Européennes,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Il est des moments de l'Histoire où le sort hésite entre le meilleur et le pire. Des moments où tous les efforts accomplis peuvent être perdus ou, au contraire, déboucher sur des progrès durables. Nous sommes aujourd'hui dans l'un de ces moments.

C'est vrai pour l'action de la communauté internationale dans cet arc de crise qui s'étend des frontières du Pakistan aux confins du Sahel, en passant par l'Iran et le Proche-Orient.

C'est vrai pour l'Europe, où le traité de Lisbonne et les décisions prises face à la crise financière ouvrent des perspectives qui restent à développer pour faire de l'Union un acteur global.

C'est vrai pour l'économie mondiale qui n'a pas encore retrouvé le chemin d'une croissance solide et durable, alors que le G20 doit convaincre qu'il a la volonté de poursuivre les réformes nécessaires.

A la grande table où se prennent les décisions, de nouveaux acteurs ont rejoint les puissances reconnues. A juste titre, ils réclament la reconnaissance de leurs droits. Mais il leur faut aussi accepter qu'avec ces droits viennent des devoirs, des responsabilités à assumer. Il leur faut reconnaître que leur réussite éclatante leur impose de dépasser la stricte défense de leurs intérêts nationaux pour apporter leur contribution au règlement des problèmes du monde. Ce mouvement est engagé et je m'en réjouis.

Dans ce moment de l'Histoire où le sort hésite, pour faire pencher la balance du bon côté, nous avons en effet besoin de volonté et d'unité. Si nous sommes divisés et hésitants, si nous ne parvenons pas à nous entendre sur les objectifs à atteindre et sur les moyens pour y parvenir, entre puissances reconnues et grands pays émergents, si nous ne sommes pas capables de jouer collectif face aux défis du terrorisme et de la prolifération, des déséquilibres économiques et du réchauffement climatique, alors nous aurons failli à notre devoir.

Dans ce moment de l'Histoire où le sort hésite, la France doit affirmer sa vision, sa détermination. Mais elle doit tout autant chercher à rassembler, aider à trouver pour chacun des grands défis que nous devons affronter, le chemin qui rapproche, celui du progrès et de l'ambition. J'attends de chacune et de chacun d'entre vous qu'il porte la voix de la France, mais

aussi qu'il sache être à l'écoute des attentes du monde.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La lutte contre le terrorisme demeure une priorité majeure.

Toutes les analyses confirment certes que, depuis 2001, sous les coups qui lui ont été portés, la capacité d'Al Qaïda de lancer des attaques dévastatrices contre des pays occidentaux a été fortement réduite. En revanche, Al Qaïda et ceux qui s'en réclament ont accru leur emprise et leur violence meurtrière dans certains Etats, du Pakistan au Mali.

Chaque pays fait face à une situation spécifique qui doit recevoir une réponse adaptée des gouvernements en charge, avec le soutien de la communauté internationale. Il n'y a pas aujourd'hui de coordination opérationnelle entre les groupes qui agissent d'un bout à l'autre de cet arc de crise. Mais si la situation devait se dégrader, le risque serait grand de voir apparaître une chaîne continue liant les bases terroristes de Quetta et du Sud-afghan à celles du Yémen, de la Somalie et du Sahel.

Sur l'Afghanistan, la mode du moment, chez les commentateurs, est au catastrophisme. Chaque jour on nous annonce le retour des Talibans, comme si les jeux étaient faits, comme si nous allions abandonner le peuple afghan.

La réalité est que les Talibans restent forts, malgré des pertes importantes, dans le Sud et l'Est. En revanche, le reste du pays ne connaît pas de violences majeures. La coalition et le gouvernement afghan ont su adapter leur stratégie et continuent de le faire. Ma conviction est que nous réussissons en poursuivant notre action avec détermination. Chacun doit assumer pleinement ses responsabilités, clairement établies lors des conférences de Londres et de Kaboul. Celles des alliés, les nôtres, sont de défendre les Afghans dans les régions où les Talibans menacent et de former des forces de sécurité afghanes aptes à combattre par elles-mêmes et enfin d'apporter à la population une aide civile adaptée à ses véritables besoins. C'est ce que la France fait dans sa zone de responsabilité, Kapisa et Surobi. Le prix humain est lourd. Et c'est encore alourdi cette semaine. Mais imaginons ce qu'il en serait si nous n'étions pas là ?

Souvenons-nous de ce que les Talibans ont fait dans le passé et des milliers de victimes afghanes qu'ils continuent de faire.

Le gouvernement afghan, pour sa part, doit impérativement améliorer la gouvernance du pays, combattre la corruption et la drogue. Il doit aussi, et c'est sa mission centrale, proposer la réconciliation à ceux qui renoncent à la violence, coupent tout lien avec Al Qaïda et respectent les institutions afghanes. Enfin, il faut que le gouvernement afghan se prépare sérieusement à prendre en charge la sécurité des provinces et districts qui seront jugés assez stables pour lui être transférés.

Notre action au service de la paix ne doit pas être soumise à des calendriers artificiels ou aux humeurs médiatiques. Nous avons des objectifs politiques réalistes, passant par une transition progressive et ordonnée. Nous avons une stratégie claire : mettons-la en oeuvre jusqu'au bout ! La France restera engagée en Afghanistan, avec ses alliés, aussi longtemps que nécessaire et aussi longtemps que le souhaitera le peuple afghan.

Mais aucune victoire ne sera possible et durable sans le concours du Pakistan. Ce pays fait face courageusement, et avec l'aide du monde entier, aux conséquences d'inondations sans précédent. Il est confronté à des défis économiques et sociaux immenses. Il doit vaincre le terrorisme chez lui. Mais il doit aussi agir contre les sanctuaires où les terroristes afghans trouvent refuge. C'est ce que j'ai dit au Président Zardari le 2 août. La France sera aux côtés du Pakistan dans ce combat contre toutes les formes de terrorisme. Il doit être mené sans ambiguïté. Moins il y aura d'ambiguïté, plus la communauté internationale sera convaincue qu'il est utile d'aider son gouvernement.

Au Yémen, c'est la stabilité de toute la péninsule arabique qui est en cause. Il y a un an, alors qu'un mouvement armé s'étendait et menaçait de déborder sur l'Arabie Saoudite voisine, plusieurs pays, dont la France, ont assumé leurs responsabilités. Une trêve fragile a succédé aux affrontements violents. Mais le problème demeure. Il ne pourra être réglé que par le dialogue et des réformes.

De l'autre côté du Golfe d'Aden, en Somalie, l'enjeu est clair : les attentats meurtriers de

De l'autre côté du Golfe d'Aden, en Somalie, l'enjeu est clair : les attentats meurtriers de Kampala, en juillet, ont montré que les milices islamistes des Shebab ont désormais la capacité d'étendre leurs combats bien au-delà des frontières. Leur victoire à Mogadiscio transformerait la Somalie en base de départ d'Al Qaïda. Elle achèverait de déstabiliser toute une région déjà fragilisée par les déchirements du Soudan.

La France contribue par sa présence militaire à Djibouti, au Tchad et en RCA, à la stabilité régionale. Elle va accentuer son effort en Somalie, en réponse aux demandes de l'Union africaine et avec ses partenaires européens. Après les 500 formés à Djibouti, ce sont 2.000 soldats somaliens qui sont actuellement entraînés en Ouganda, tandis que la force africaine AMISOM dont nous avons déjà formé 5.600 hommes, va être renforcée.

Bien sûr, il n'y aura pas de solution purement militaire. L'Union européenne, premier donateur d'aide, doit maintenir son effort et, avec tous les autres soutiens extérieurs, aider le gouvernement à élargir son assise politique, préalable nécessaire à la reconstruction de structures étatiques. C'est ce chemin aussi qui permettra de régler dans la durée le problème de la piraterie.

Enfin, au Sahel, la barbarie de la branche maghrébine d'Al Qaïda s'est à nouveau illustrée avec le refus de toute négociation et l'assassinat de Michel Germaneau. Ces terroristes cherchent à étendre leur emprise sur des immensités désertiques où les Etats peinent à affirmer leur présence.

Pour la première fois, en juillet, un coup sévère a été porté aux terroristes grâce à une attaque menée par des forces mauritaniennes avec le soutien de la France. Je vous le dis : ce jour-là marque un tournant majeur. La France aide sans réserve les gouvernements qui lui en font la demande à former, équiper, renseigner les forces mobiles dont ils ont besoin pour éliminer des groupes qui menacent de déstabilisation tout le Sahel. Parallèlement, notre coopération civile aide les Etats à renforcer leur soutien aux populations et je souhaite que l'Union européenne s'implique davantage dans ce domaine.

La France se tient aussi aux côtés de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de la Libye : leur combat contre le terrorisme est le nôtre, car leur sécurité ne peut être séparée de la nôtre. Au coeur de cet arc de crise, il y a l'Iran. Le régime exerce son contrôle par la répression et recourt massivement aux exécutions capitales, y compris sous la forme la plus odieuse : la lapidation, dont est menacée Mme Mohammadi. Il alimente la violence et l'extrémisme dans la région. Mais surtout, il représente aujourd'hui la principale menace à la sécurité internationale dans un domaine majeur : la prolifération.

Qu'on me comprenne bien : la France est favorable au développement, dans le strict respect des normes internationales, de l'électricité d'origine nucléaire. C'est pourquoi elle salue le démarrage de la centrale de Buscher dont le combustible est et sera en totalité fourni par la Russie. Le problème est naturellement ailleurs.

Il y aura bientôt un an, à Pittsburgh, avec Barack Obama et Gordon Brown, nous avons révélé l'existence du site nucléaire clandestin que l'Iran construisait pour ses activités proliférantes. J'avais alors dit qu'il faudrait imposer à l'Iran des sanctions s'il ne changeait pas de politique. Nous y sommes. Le Conseil de sécurité, les Etats-Unis, l'Union européenne, d'autres encore, ont pris des mesures robustes, et même sans précédent s'agissant des Européens. Il était grand temps. Car chacun connaît les conséquences graves d'une politique qui laisserait l'Iran poursuivre sa course nucléaire : ce serait la prolifération généralisée dans la région, ou l'intervention militaire et en tous cas une crise majeure.

Nous allons donc mettre en oeuvre ces sanctions avec détermination et j'appelle tous les pays à faire de même. On dit parfois que les sanctions ne marchent pas, voire qu'elles mènent à la guerre. C'est faux. Elles échouent quand elles sont trop faibles ou n'ont pas d'objectif clair. Le nôtre est simple : faire comprendre à l'Iran que ses choix ont un coût élevé et croissant, et qu'il existe une alternative : l'engagement de négociations et mais des négociations sérieuses, concrètes, allant au coeur du sujet. L'Iran y est-il prêt ? Nous verrons en septembre, quand Mme Ashton et les Six rencontreront les négociateurs iraniens et que le dialogue s'engagera à Vienne sur la fourniture d'uranium pour le réacteur civil de Téhéran.

Je souhaite qu'un bon accord soit trouvé dans les mois qui viennent, que l'Iran respecte le droit, que les préoccupations internationales soient levées. Celles des voisins de l'Iran doivent être prises en compte et ils devront être consultés sur tout accord.

Mais si un accord crédible ne pouvait être conclu, alors l'isolement de l'Iran s'accroîtrait inexorablement. Face à une menace qui se préciserait, il faudrait aussi nous organiser pour protéger et défendre les Etats qui se sentiraient menacés.

Certains affirment que les violences d'un bout à l'autre de l'arc de crise ont une cause unique : l'absence de solution au conflit israélo-palestinien. C'est évidemment faux. Ceux qui tuent à Bagdad ou à Kandahar veulent éliminer leurs ennemis en Irak ou en Afghanistan. En revanche, qui ne comprend qu'un règlement de paix entre Israéliens et Palestiniens transformerait la donne politique dans le Proche-Orient tout entier ?

Là encore, le sort hésite. Là encore, c'est une question de volonté et de détermination. Je vous l'affirme : un accord de paix, dont tout le monde connaît les paramètres, peut être signé dans le délai d'un an. La relance des négociations directes le 2 septembre, crée une immense attente, un immense espoir. Ils ne devront pas être déçus. Un Etat palestinien viable et démocratique, établi sur la base des frontières de 1967, est à la fois un droit pour les Palestiniens et la meilleure garantie, pour Israël, de sa sécurité et de sa pleine intégration dans la région, conformément à l'Initiative arabe de paix. C'est aussi la seule voie, dans l'intérêt des deux peuples, pour réduire les extrémismes et pour redonner confiance en l'avenir. La communauté internationale tout entière devra accompagner le processus désormais relancé.

C'est pourquoi la France propose d'accueillir la deuxième conférence de Paris d'aide au peuple palestinien pour financer l'achèvement de la construction de l'économie et des structures du futur Etat. Au-delà des engagements financiers qui en résulteront, il s'agira d'une manifestation concrète et forte de la volonté de la communauté internationale de voir aboutir la solution des deux Etats.

Dans le même esprit, la France souhaite, avec la co-présidence égyptienne, que le deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée se tienne à Barcelone fin novembre. Ce sera l'occasion d'adopter plusieurs grands projets économiques qui témoigneront de la capacité de tous les pays participants à bâtir ensemble un avenir meilleur pour tous les peuples de la Méditerranée.

La paix entre la Syrie et Israël est tout aussi possible. La France, qui a renoué avec Damas un dialogue régulier et utile pour toute la région, s'implique, notamment aux côtés de la Turquie, dans la recherche d'un accord. J'ai confié une mission dans ce sens à l'Ambassadeur Jean-Claude Cousseran, qui a toute ma confiance.

Au moment où l'espoir renaît dans la région, il serait inacceptable que le Liban sombre à nouveau dans la violence. La France s'est félicitée de la visite conjointe à Beyrouth du Roi Abdallah d'Arabie Saoudite et du Président Bachar Al Assad. Elle apporte tout son soutien à ses institutions démocratiques, au Président Sleimane et au Premier Ministre Hariri. Profondément attachée à ce pays, la France est l'amie de tous les Libanais. Elle oeuvre en faveur de la stabilité d'un Liban divers, où toutes les communautés doivent pouvoir cohabiter dans la tolérance et le respect mutuels. L'action de la communauté internationale au Liban n'a pas d'autre raison d'être que cette stabilité. Et c'est bien tout le sens de la mission de la FINUL au service de la paix et de la souveraineté du Liban, que tous ses voisins doivent respecter.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

En Europe aussi, le sort hésite entre le meilleur et le pire. L'hiver dernier, ce fut le pire : soudain la crise de la dette grecque était devenue, pour les commentateurs et même les marchés, une crise de l'Euro dont la viabilité était mise en doute.

Permettez-moi, maintenant que l'orage est passé, de rappeler devant vous quelques vérités simples.

D'abord, les finances publiques de la zone euro dans son ensemble sont sensiblement moins dégradées que celles des Etats-Unis ou du Japon, aussi bien en termes de déficits que de dette. Ensuite, contrairement à ce que l'on dit trop souvent, les Européens ont su réagir efficacement, avec un plan massif d'aide à la Grèce de 110 milliards d'euros et un plan de garantie financière

de l'ensemble de la zone euro de 750 milliards. Le gouvernement Grec, pour sa part, a pris et continue de prendre les mesures courageuses qui s'imposent.

Certes, il eut mieux valu agir plus rapidement. Mais c'est oublier qu'en Europe, le processus de décision implique 27 nations souveraines. Ce que l'Histoire retiendra, c'est que comme toujours, l'Europe a surmonté ses difficultés en faisant le choix de la solidarité et de l'unité.

Ce que l'Histoire retiendra, c'est que ces difficultés ont été l'occasion de nouveaux progrès de l'Union puisqu'elles ont permis l'affirmation de son gouvernement économique.

Ce que l'Histoire retiendra, c'est qu'une fois de plus, l'entente franco-allemande, malgré des approches initiales différentes, a permis ce progrès de l'Europe. Au moment crucial, l'entente franco-allemande a été décisive.

Ce que je retiens de cette épreuve, c'est que nous devons renforcer l'efficacité des institutions européennes. C'est engagé avec le Président stable du Conseil européen, la Haute Représentante pour l'Action Extérieure et le Service qui lui est rattaché. La prochaine étape, c'est le gouvernement économique à 27 avec, chaque fois que nécessaire, des rencontres entre les 16 de la zone euro. Il y a seulement quelques mois, l'idée d'un Gouvernement économique européen était presque taboue, sauf pour la France. Aujourd'hui, toute l'Europe s'accorde pour reconnaître qu'un véritable Gouvernement économique européen est non seulement nécessaire mais indispensable. Il faut maintenant le mettre place concrètement. Les travaux sont en cours et la France et l'Allemagne ont fait des propositions ambitieuses, qui ont été présentées lors de notre Conseil des Ministres du 21 juillet par M. Schauble et Mme Lagarde. Dès le mois d'octobre, le Conseil européen prendra les décisions qui s'imposent sur la base des propositions de son président, Herman Van Rompuy.

Mais l'Europe ne peut pas en rester seulement aux questions économiques, quelle que soit leur importance.

Ce que l'Histoire nous enseigne, c'est qu'aucun espace de prospérité n'a survécu sans être en mesure d'assurer sa sécurité et la défense de ses intérêts. En Europe, nous sommes loin du compte.

La crise accroît encore le décalage entre l'effort de nos alliés américains et ceux, en réduction et dispersés, des Européens. Lors de la Présidence française de l'Union, nous avons défini ensemble des réponses. Il faut les mettre en oeuvre, car on ne défendra pas l'Europe avec des murailles de procédures et des bataillons en papier.

Face aux menaces contre nos intérêts vitaux, nous avons la dissuasion nucléaire, qui est aussi la garantie de notre indépendance. Mais face aux défis nouveaux, les Européens prennent du retard, alors qu'il leur faut aussi participer à la sécurité des mers, essentielle pour notre commerce, à celle de l'espace et, désormais, du cyber-espace.

La France est prête à s'engager sur des projets concrets qui nous permettent d'accomplir les missions de combat les plus exigeantes. J'ai entendu les déclarations de nos alliés britanniques sur la coopération bilatérale avec la France. Nous sommes prêts à en discuter sans tabou.

C'est avec cette préoccupation à l'esprit que je me rendrai au Sommet de l'OTAN, fin novembre à Lisbonne, où nous adopterons un nouveau concept stratégique.

Notre Alliance, militaire et nucléaire, est essentielle pour notre sécurité. Mais elle doit se réformer, dégraisser ses structures et s'adapter à la nouvelle donne internationale. Elle a besoin de forces projetables et robustes et, comme l'expérience afghane le montre, de mieux coordonner action militaire et action civile. Les nouvelles menaces appellent une relation renouvelée et plus étroite de l'OTAN avec l'Union européenne.

Avec la Russie, nos intérêts communs doivent permettre de développer, si Moscou le souhaite, un partenariat sans précédent pour la sécurité de tout l'espace euro-atlantique. La France fera dès le mois prochain des propositions précises concernant les rapports de la Russie avec l'Union et avec l'OTAN, ou dans le cadre de l'OSCE qui tiendra son sommet début décembre à Astana.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Avec 500 millions de citoyens et une puissance économique qui représente près de 30 % du PIB mondial, plus de 35 % du total mondial des investissements directs à l'étranger et même près de 60 % du total de l'aide publique au développement, l'Union européenne a en mains les cartes

ou 70 du total de l'aide publique au développement, l'Union européenne a en mains les cartes nécessaires pour s'imposer comme une puissance économique globale.

Encore faut-il qu'elle ait la volonté de jouer ses atouts sans naïveté, dans le cadre d'une stratégie cohérente, visant des résultats concrets et des bénéfices réciproques. L'Europe est le plus grand marché du monde et le premier importateur : n'hésitons pas à en jouer avec exigence et fermeté pour nous ouvrir des marchés jusqu'à présent trop fermés ! N'hésitons pas à nous battre pour imposer le respect des règles d'une concurrence loyale ! N'hésitons pas à combattre le dumping fiscal, le dumping social et le dumping environnemental !

Le Conseil européen spécial du 16 septembre, qui sera consacré aux relations de l'Union européenne avec ses grands partenaires, doit permettre de progresser sur tous ces points.

L'Union européenne doit aussi se donner les moyens de rester au premier rang de la compétition mondiale. Pour cela, elle doit mettre en oeuvre avec détermination la stratégie économique que nous avons adoptée au Conseil européen de juin. Elle doit mobiliser tous nos moyens financiers au service d'une croissance plus forte et durable, en misant sur la recherche, l'éducation, l'emploi, mais aussi l'agriculture qui représente pour l'Europe un volume d'exportations supérieur à celui de l'industrie aéronautique : l'Europe, comme les Etats-Unis, doit utiliser son « pouvoir vert ».

Dans un monde en profonde mutation, dans cette Europe qui progresse, la France demeure bien placée parce qu'avec le Premier Ministre et tout le gouvernement, nous avons engagé depuis trois ans un effort majeur de modernisation de notre économie. Nous avons deux objectifs simples : réduire les écarts de compétitivité avec les pays les plus performants et améliorer notre potentiel de croissance en desserrant tous les carcans accumulés au fil des décennies.

C'est ainsi que nous avons défiscalisé et libéré les heures supplémentaires pour surmonter l'obstacle des 35 heures et décidé de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, dans le cadre d'un grand mouvement de réforme de nos administrations.

C'est ainsi que nous avons supprimé la taxe professionnelle, un impôt qui n'existait que dans notre pays et qui frappait les investissements des entreprises.

C'est ainsi que nous avons adopté le dispositif fiscal de soutien à la recherche dans nos entreprises le plus attractif de tous les pays de l'OCDE.

C'est ainsi que nous avons accordé à nos universités un statut complet d'autonomie qui leur permet, par exemple, de passer des accords avec les entreprises privées ou d'adapter leurs cursus universitaires.

C'est ainsi que nous avons lancé le grand emprunt qui nous permet d'investir 35 milliards d'euros dans l'enseignement supérieur, la formation, la recherche et l'innovation. Avec les co-financements privés, l'effort total d'investissement dans les technologies d'avenir sera de l'ordre de 60 milliards d'euros.

C'est ainsi que nous allons réformer notre système de retraites : c'est une réforme majeure, qui sera adoptée cet automne par le Parlement et une réforme nécessaire et juste et une réforme qui renforcera la compétitivité de la France.

Parallèlement, comme tous ses partenaires européens, la France va réduire son déficit public. Il passera de 8% du PIB aujourd'hui à 6% en 2011 et 3% en 2013. Cela représente une réduction de notre déficit de 40 milliards d'euros dès 2011 et de 100 milliards d'ici 2013.

Ces réformes sont aussi nécessaires pour confirmer la confiance du monde dans l'économie française. Elles portent déjà leurs fruits : en 2009, au plus fort de la crise, les investissements directs étrangers en France n'ont baissé que de 4%, alors qu'ils reculaient de 37% au niveau mondial. La France demeure aujourd'hui au troisième rang des pays d'accueil, derrière les Etats-Unis et la Chine.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Le 12 novembre, la France prendra la présidence du G20 pour un an, et le 1er janvier prochain, celle du G8.

Deux lourdes responsabilités, qui interviendront à un moment d'interrogation sur la vocation de ces deux instances.

Créé sur proposition de la France, le G20 représente 85% de la richesse de la planète. Il a

permis aux principales puissances économiques de faire face avec succès à la crise la plus grave depuis celle des années 1930.

D'abord, en soutenant la croissance mondiale de façon coordonnée. Les résultats sont là : au début 2009, le FMI annonçait que la récession se poursuivrait en 2010. Grâce à l'action du G20, le monde a renoué avec la croissance plus vite que prévu. Et c'est vrai aussi pour la France : le FMI nous annonçait 0,3% et nous aurons au moins 1,4% en 2010.

Mais pour sauver durablement l'économie mondiale, il fallait aussi adopter de nouvelles règles pour le système financier. Des réformes impensables naguère ont été décidées et sont mises en oeuvre : les activités des fonds spéculatifs sont aujourd'hui régulées et les agences de notation doivent être enregistrées et le versement des bonus dans les banques est encadré par des règles strictes et des malus sont mis en place en cas de pertes ou de mauvaises performances. Enfin, les paradis fiscaux sont en voie de disparition : 500 conventions d'échange de renseignements en matière fiscale ont été signées depuis le G20 de Londres, le secret bancaire recule partout dans le monde et des sanctions ont été prises contre les paradis fiscaux qui n'adoptent pas les nouvelles règles internationales.

Il fallait par ailleurs engager un dialogue pour résorber, dans la durée, les déséquilibres dangereux de l'économie mondiale : excédents massifs ici, déficits insoutenables là. Ce dialogue a été lancé avec la mise en place du cadre pour une croissance forte, soutenable et équilibrée au sommet de Pittsburgh. En 2011, il faudra l'approfondir et l'enrichir et consolider les mécanismes de coordination et renforcer la surveillance multilatérale et relever le niveau d'exigence pour les engagements pris, avec des mesures concrètes de politique économique à la clé et un calendrier pour les atteindre.

Au total, le G20 « des temps de crise » a accompli un travail considérable. A vrai dire sans précédent.

Aujourd'hui, alors qu'un calme relatif est restauré, la tentation existe de borner les ambitions du G20 à l'application des décisions prises, complétée en 2011 par quelques mesures utiles : étendre la régulation dans les domaines où elle demeure insuffisante et vérifier la mise en oeuvre des conventions fiscales d'échanges de renseignements signées depuis le sommet de Londres et adopter des mesures fortes pour lutter contre la corruption et renforcer le mandat du Forum de la Stabilité Financière et plus largement, revoir le cadre prudentiel des établissements bancaires pour éviter qu'une crise comme celle que nous avons connue ne se reproduise.

Sur tous ces sujets, des propositions précises seront sur la table, d'abord pour préparer au mieux le Sommet de Séoul, puis pour en prolonger les résultats en 2011.

Achever le travail engagé est important, bien sûr ! Il y va de la crédibilité du G20. Mais est-ce suffisant ?

Je le dis tout net : s'en tenir à cet ordre du jour serait condamner le G20 à l'enlisement et le monde à de nouvelles crises.

Paradoxalement, il était plus facile d'être audacieux lorsque le monde était au bord du précipice et que l'on n'avait, en réalité, guère le choix. Aujourd'hui, nous avons le choix : achever les chantiers ouverts, traiter à mesure qu'ils se présenteront les développements imprévus, et borner là notre ambition et ou bien y ajouter de nouveaux chantiers, ceux qui sont dans l'impasse depuis trop longtemps et dont dépendent aussi la stabilité et la prospérité du monde.

La France propose à ses partenaires le choix de l'ambition. Avec une conviction : seul le G20 dispose du poids spécifique, de la légitimité et de la capacité de décision nécessaires pour donner les impulsions indispensables à ces chantiers de demain.

Quels sont-ils ? La France va consulter ses partenaires à ce sujet. Pour sa part, elle en identifie trois.

Le premier chantier, c'est celui de la réforme du système monétaire international.

Qui contestera que l'instabilité des changes fait peser une lourde menace sur la croissance mondiale ? Comment les entreprises peuvent-elles planifier leur production et leurs exportations quand, par exemple, l'euro passe brutalement de 1 dollar pour 1 euro à 1,60 dollar pour 1 euro, avant de redescendre en quelques semaines à 1,27 ?

La prospérité de l'après-guerre devait beaucoup à Bretton Woods, à ses règles et à ses institutions. Depuis le début des années 70, nous vivons dans un non-système monétaire international.

Il ne s'agit pas bien sûr de revenir à un système de taux de change fixes. Ce qui est aujourd'hui souhaitable, nécessaire même, c'est de mettre en place des instruments pour éviter l'excessive volatilité des monnaies, l'accumulation des déséquilibres, la recherche d'un niveau toujours plus élevé de réserves de change par les pays émergents qui ont été confrontés à des retraits brutaux et massifs des capitaux internationaux.

Je sais bien que le sujet est sensible. Et la France compte proposer à ses partenaires de l'aborder sans tabou mais aussi avec toutes les précautions nécessaires. Pourquoi, par exemple, ne pas commencer par un séminaire entre les meilleurs spécialistes, qui pourrait peut-être se tenir en Chine ?

Sur le fond, trois pistes pourraient être étudiées :

1- Nous devons d'abord renforcer nos mécanismes de gestion de crise : depuis 1990, les pays émergents ont connu 42 épisodes de retraits brutaux des capitaux internationaux, mettant en péril leur stabilité et leur croissance. Nous devons repenser les mécanismes internationaux d'assurance pour disposer d'instruments multilatéraux plus efficaces et plus rapides pour prévenir et traiter ces crises.

Une réflexion est lancée sur les instruments dont dispose le FMI. La crise financière mais aussi la crise de l'euro ont montré que pour assurer la stabilité, le monde devait être capable de mobiliser rapidement des sommes très importantes pour faire face à la spéculation irrationnelle des marchés.

Je souhaite également que nous débattions de la doctrine internationale sur les mouvements de capitaux. Nous avons vécu des années dans l'illusion que l'ouverture des marchés de capitaux constituait toujours un progrès. La réalité nous a montré que ce n'était pas le cas. Il est légitime que des pays très dépendants des capitaux extérieurs puissent prendre, en cas de crise, des mesures pour les réguler. La meilleure assurance contre la montée des risques protectionnistes, en cette matière comme en d'autres, est l'élaboration de règles multilatérales.

2- Nous devons ensuite nous interroger sur l'adéquation d'un système monétaire international dominé par une seule monnaie à un monde devenu multipolaire. C'est un fait : à l'accumulation des réserves de change dans certains pays correspond le creusement du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis.

A Londres, les pays du G20 ont décidé d'une allocation exceptionnelle de 250 milliards de Droits de Tirages Spéciaux. Cet actif international fait aujourd'hui l'objet d'un intérêt croissant. Nous sommes loin de la création de la monnaie mondiale voulue par Keynes avec le Bancor. Mais offrir un actif de réserve international qui ne soit pas émis par un seul pays permettrait de renforcer la stabilité du système tout entier.

3- Enfin, nous devons trouver les moyens de mieux coordonner les politiques économiques et monétaires des grandes zones économiques. Avec le G20, nous avons mis en place à Pittsburgh le cadre qui doit permettre à chacun d'entre nous de mener les politiques économiques appropriées pour atteindre une croissance élevée et stable, tout en réduisant les déséquilibres internationaux.

Mais nous devons sans doute aller plus loin et définir un nouveau cadre de concertation sur les évolutions de change. Ce forum, c'est actuellement le G7 des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales. Mais comment peut-on aujourd'hui parler de taux de change sans la Chine ? Nous devons débattre de la meilleure réponse à apporter à cette question incontournable.

Parler de ces sujets n'a rien de sacrilège. En discuter sereinement, au sein du forum le plus légitime et le plus efficace, le G20, est souhaitable. Nécessaire même. Alors pourquoi attendre ? Et attendre quoi d'ailleurs ? Une prochaine crise avec, à nouveau, des conséquences incalculables ?

Le deuxième chantier que nous devrions ouvrir est celui de la volatilité des prix des matières premières, dont témoigne en ce moment même la hausse brutale des cours du blé

premières, dont témoigne en ce moment même la hausse brutale des cours du blé.

Qui ne se souvient des « émeutes de la faim » à Haïti ou en Afrique quand les prix de certains produits alimentaires avaient brusquement explosé en 2008 ? Qui a oublié les conséquences dramatiques pour l'économie mondiale de hausses brutales des prix du pétrole et du gaz, suivies de baisses tout aussi rapides ?

Qui osera dire que le sujet est trop difficile et qu'il vaut mieux ne rien faire ?

La France propose à ses partenaires du G20 d'ouvrir ce dossier avec ambition et pragmatisme. Trois sujets pourraient être étudiés.

Tout d'abord, il conviendrait de s'interroger sur le fonctionnement même des marchés de dérivés des matières premières. Pourquoi devrions-nous réguler les marchés de dérivés dans le seul domaine financier ? Étendre la régulation aux matières premières est possible et souhaitable. Nous limiterons ainsi la spéculation.

Ensuite, pour les matières premières agricoles, plusieurs pistes pourraient être explorées sans a priori : la transparence des marchés, les politiques de stockage, mais aussi la création, par les institutions financières internationales, d'outils assurantiels pour permettre aux pays importateurs de se couvrir contre la volatilité des cours.

Enfin, les prix de l'énergie, inscrits à l'ordre du jour du G20 depuis le Sommet de Pittsburgh. La France a reçu mandat de proposer des mesures pour Séoul et pour le Sommet de 2011, afin de lutter contre la volatilité des prix. Nous proposerons des mesures de transparence et un dialogue approfondi entre producteurs et consommateurs pour limiter les fluctuations des cours.

Troisième chantier proposé pour la présidence française du G20 : la réforme de la gouvernance mondiale, dont je vous ai longuement entretenu ici-même, il y a un an.

Le G20 a décidé qu'il serait le « principal forum » mondial pour les questions économiques et financières. Encore faut-il qu'il se donne les moyens de travailler plus efficacement. Ne faut-il pas créer un secrétariat du G20 pour suivre en permanence la mise en oeuvre des décisions prises et instruire les dossiers, en liaison avec toutes les organisations internationales concernées ?

Ne faut-il pas également que le G20 ouvre son ordre du jour à des sujets nouveaux, tels que le développement ? Ne devrait-on pas, par exemple, y adopter des règles de bonne conduite et de bonnes pratiques pour l'aide publique ? Ne devrait-on pas y débattre des financements innovants, et notamment d'une possible taxe sur les transactions financières ? Ces financements sont indispensables si nous voulons être aux rendez-vous des objectifs du millénaire et du financement de l'accord de Copenhague sur le changement climatique.

Ne devrait-on pas, du reste, parler au sein du G20 du financement d'un accord sur le climat ? A un moment où la lutte contre le réchauffement climatique marque le pas, après la déception de Copenhague et l'enlisement du processus législatif aux Etats-Unis, il est capital que l'Europe, avec les autres pays développés, tienne les engagements pris. Il est essentiel que l'accord de Copenhague soit appliqué, qu'il s'agisse du « fast start », des financements innovants ou de la protection des forêts. Cancun sera une étape importante, mais le moment décisif pour sceller un accord sera très probablement le sommet de novembre 2011 en Afrique du Sud. Le Sommet du G20 en France le précédera de peu. Je compte m'entretenir avec le Président Zuma de cette séquence qui peut être porteuse de progrès décisifs.

La France suggérera aussi un débat plus large sur la gouvernance mondiale. Le G20 a donné une impulsion décisive à la réforme de la Banque Mondiale et il devrait faire de même dès les prochains mois avec celle du FMI. Comment pourrait-il ignorer les institutions spécialisées des Nations Unies qui traitent de l'économie, de l'emploi, du commerce... Chacune a besoin d'une réforme. Toutes doivent apprendre à mieux travailler ensemble.

Comment, dans ce contexte, ne pas adresser un signal fort à l'Assemblée Générale des Nations Unies en faveur d'une réforme intérimaire du Conseil de Sécurité ? Sans cette impulsion décisive, cette réforme, débattue depuis 20 ans à l'ONU, resterait dans l'impasse longtemps encore.

Je vous ai longuement parlé du G20. Un mot du G8. Certains l'ont dit condamné. D'autres estiment au contraire qu'il a devant lui un bel avenir, en se recentrant sur les questions de sécurité et son partenariat avec l'Afrique.

L'avenir tranchera et la France entend préparer soigneusement ce sommet. Il permettra à des

dirigeants dont les vues sont souvent très proches, d'échanger, comme ils l'ont fait en juin au Canada, sur les sujets d'intérêt commun et les principaux dossiers politiques, de l'Iran au processus de paix au Proche-Orient et à l'Afghanistan.

Précédé par une réunion des Ministres de l'Intérieur des pays concernés, le sommet débattira aussi de la déstabilisation des pays de la Caraïbe, de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel par les trafiquants de la drogue d'Amérique latine destinée à l'Europe. Ensemble, nous voulons couper cette route de la drogue, aider les pays de transit et protéger les Européens de ce fléau. Nous aurons sans doute à évoquer, dans ce contexte, la lutte contre Al Qaïda dans la bande sahélienne, de la Mauritanie à la Somalie.

L'autre grand thème du sommet sera le partenariat avec l'Afrique puisque le G8 représente à lui seul 80% de l'aide publique mondiale. Vous ne serez pas surpris que la France, deuxième donneur d'aide publique au monde, attache une importance toute particulière à ce partenariat. Le Sommet de Nice et le cinquantenaire des indépendances ont été l'occasion de confirmer à la fois la force des liens hérités de l'histoire et la rénovation profonde de notre relation avec tout le continent. Je le soulignerai encore le 20 septembre à New York, à l'ouverture du sommet sur les objectifs du Millénaire, moment fort de mobilisation.

Lors du G8 de Muskoka, nous avons remis à nos partenaires africains un rapport sur l'exécution des engagements pris. Le Premier Ministre Méléès d'Ethiopie présentera lors du sommet sous notre présidence un rapport en miroir sur l'utilisation de l'aide par les Africains. A la lumière de ces deux rapports, nous réfléchirons ensemble aux moyens les plus efficaces pour mieux aider encore ce continent à réussir son décollage. Le G8, plus que jamais, doit rester engagé aux côtés de l'Afrique.

Un mot enfin sur l'état d'esprit qui m'anamera tout au long de cette année de double présidence. Dites aux dirigeants de vos pays, qu'ils appartiennent ou non au G20, que la France entend jouer collectif, être à leur écoute, les consulter aussi souvent que possible. C'est ce que je ferai, par exemple, fin octobre lors du sommet de la Francophonie à Montreux.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Les thèmes à l'ordre du jour des sommets du G20 et du G8 seront au coeur des travaux de votre conférence. Je m'en réjouis car, au-delà de la technicité des sujets, une question simple et décisive est posée à nos Etats : ensemble, sommes-nous capables de bâtir pour tous les peuples, un monde plus sûr, plus prospère, plus juste ?

Je vous remercie.